

Convention collective départementale

IDCC : 749 | **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**
(Martinique)

(28 décembre 1973)

(Étendue par arrêté du 16 mars 1976,
Journal officiel du 5 mai 1976)

Protocole d'accord du 23 avril 2020

à l'accord du 5 avril 2019
relatif aux salaires pour l'année 2019

NOR : ASET2050460M

IDCC : 749

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SEBTPAM ;

CNATP 972 ;

CAPEB 972,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FO ;

CFTC ;

CSTM ;

FTC CGTM FSM ;

CGTM BTP,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Champ d'application (modifié)

Le présent accord s'applique sur le territoire de Martinique aux entreprises et établissements visés par les conventions collectives des ouvriers et des ETAM du bâtiment, travaux publics et activités annexes de Martinique.

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail et concernant les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2 | Salaires

Les salaires des grilles en vigueur sont revalorisés de 0,80 % à compter du 1^{er} avril 2019 et de 0,4 % au 1^{er} juillet 2019, à l'exception des salaires de l'OM et de l'ETAM de catégorie A dont les montants sont fixés dans les grilles ci-dessous.

En conséquence, les nouvelles grilles applicables sont les suivantes :

Salaires des ouvriers :

	Au 1 ^{er} avril 2019	Au 1 ^{er} juillet 2019
OM	10,05	10,05
OS2	10,16	10,20
OS3	10,48	10,53
OQ1	11,12	11,16
OQ2	11,87	11,92
OQ3	12,90	12,95
OHQ	13,93	13,99
MOP	14,27	14,33
CE1	14,64	14,69
CE2	15,65	15,72

Salaires des ETAM :

Catégorie	Au 1 ^{er} avril 2019	Au 1 ^{er} juillet 2019
A	1 525,00	1 525,00
B	1 570,17	1 576,45
C	1 643,44	1 650,02
D	1 779,52	1 786,64
E	1 967,95	1 975,82
F	2 240,11	2 249,07
G	2 486,11	2 496,06
H	2 742,77	2 753,54

Article 3 | Modalités d'application

Il est expressément précisé que ces revalorisations s'appliquent à tous les salariés ouvriers ou ETAM, y compris dans le cas où leur salaire serait supérieur au minimum conventionnel des grilles ci-dessus, sans, toutefois, se cumuler avec les revalorisations négociées ou décidées au sein de l'entreprise.

Article 4

Tout accord plus avantageux demeure acquis.

Article 5

Les parties conviennent de se retrouver le 3 mai 2019 pour la poursuite des négociations.

Article 6

L'extension de cet accord sera demandée au ministre du travail.

Fait à Fort-de-France, le 23 avril 2020.

(Suivent les signatures.)